



Déclarations et Discours

N° 78/11

PROGRAMME D'ACTION COMMUNE

Intervention du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Don Jamieson, à la réunion ministérielle de l'OCDE, à Paris le 14 juin 1978.

On a assisté, ces deux dernières années, à une reprise économique inégale dans la zone de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le taux réel de croissance économique s'est maintenu en deçà du chiffre réalisable établi par le conseil ministériel à sa réunion de 1976. Par voie de conséquence, le chômage s'est maintenu à un niveau élevé. Toutefois, nous ne devons pas oublier les progrès réels qui ont été accomplis dans d'autres secteurs. Les taux d'inflation désordonnés de 1975-1976 ont été coupés de moitié et plusieurs États membres qui avaient alors d'énormes déficits en compte courant ont réussi à réduire ou à éliminer ces déséquilibres. Ce processus s'est fait sans l'utilisation généralisée de politiques protectionnistes ou l'application d'autres mesures semblables. Ces succès ont été gagnés d'arrache-pied et il n'est donc pas surprenant que nous n'ayons pas totalement réussi à réaliser chacun de nos objectifs assez ambitieux.

Dans la période qui vient, nous devons veiller dans toute la mesure du possible à ce que nos efforts pour régler les problèmes en suspens ne compromettent pas nos réalisations. Nous avons été très conscients de ce danger lorsque nous avons formulé notre politique économique; c'est d'ailleurs pour cette raison que notre ministre des finances a annoncé dans son dernier budget des mesures qui renforceront la demande intérieure, diminueront les pressions inflationnistes et favoriseront le changement structurel.

Le secrétaire général propose dans le même esprit un programme d'action commune qui vise à assurer une croissance non inflationniste par une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre, du capital et des ressources. Le programme exige la collaboration de nombreux pays et englobe plusieurs politiques sectorielles. Outre qu'il comprend les objectifs macro-économiques traditionnels, il fait également place à des éléments comme l'énergie et le commerce, à l'intérieur de la zone OCDE et avec les pays en développement, et en vient même à une approche commune des problèmes que créent des déséquilibres structurels qui risquent de s'incruster dans nos économies nationales. Cet ensemble de positions est une réponse constructive à nos problèmes actuels et mérite notre appui. On reconnaît généralement la nécessité d'une croissance plus rapide dans la zone OCDE. La perpétuation de la stagnation actuelle entraînerait une sous utilisation chronique dans nos ressources et une utilisation inefficace des ressources déjà exploitées. L'attente d'une croissance lente découragerait les nouveaux investissements et les innovations, puisque les entreprises se montrent prudentes devant un affaissement prévu de la courbe de la demande. Cela retarderait le processus d'adaptation et d'ajustement structurels et ne ferait qu'ajouter de l'eau aux moulins des pessimistes. Un faible taux de croissance réelle ne suffirait pas à réduire sensiblement les taux de chômage. La perpétuation
